

## **Discours à la Conférence Ministérielle du 4<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau**

**le 21 mars 2006**

**Par M. Ryutaro Hashimoto**

**Président du Conseil consultatif du sur l'eau et l'assainissement  
auprès du Secrétaire général de l'ONU**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'inviter à parler à ce Forum Ministériel, au nom du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général de l'ONU. J'ai le plaisir de donner la parole au sujet de l'Abrégé des Actions du Conseil, que j'ai annoncé le premier jour du 4<sup>e</sup> Forum mondial de l'Eau.

L'Abrégé des Actions « Votre action, Notre action », que vous avez devant vous, est notre plan d'Action pour lancer des démarches dans les 6 secteurs essentiels, à savoir, Financement, Partenariats entre opérateurs d'eau, Hygiène, Surveillance, Gestion intégré des ressources en eau, et Eau et Désastre. « Votre Action » est un plan des actions que vous allez prendre l'initiative en tant qu'acteurs principaux, dont certains seront désignés par le Conseil, pour enlever des obstacles et des goulots d'étranglement dans l'accomplissement des cibles internationalement convenues. « Notre Action », c'est le Conseil ou chaque membre qui collabore avec ces acteurs principaux pour faciliter la réalisation des objectifs.

Le Conseil envisage deux Secteurs importants et ciblés à traiter dans l'immédiat : D'abord, réadaptation du cadre financier pour des services de l'eau, et en second lieu, la capacité de reconstruction pour permettre à lancer des démarches dans le secteur d'eau et d'hygiène.

Sur les finances : nous devons être certains. Les gouvernements nationaux engagent la responsabilité principale. Alors lorsqu'ils n'ont pas accompli le besoins de leurs pays sur le plan d'approvisionnement en eau et d'hygiène, notamment en permettant les opérateurs locaux, qui sont souvent responsables de service d'approvisionnement, ces gouvernements doivent se mettre les choses en main prenant leurs leur position immédiatement. En second lieu, la Communauté internationale, plus précisément, les Organismes d'assistance financière et technique, les donateurs, les ONG et les Nations Unies doivent fournir des primes et aident ces derniers à changer leur mode mis à jour, beaucoup plus logique et cohérente.

Des services de l'eau sont fournis par les entités locales, alors le financement est maintenant le cœur du problème. J'aimerais parler de cela avec vous ce matin. Le monde a besoin de votre soutien pour avoir de nouvelles idées.

Comme l'infrastructure de l'eau et l'équipement de service d'hygiène ne sont pas gratuits, les gouvernements doivent développer les mécanismes appropriés de financement pour s'assurer que les systèmes nécessaires peuvent être établis et maintenus. Ceci exigera l'économie mixte appropriée, comme méthode de revenus, employant des tarifs et des subventions. Je vous demande de prêter attention au fait que lorsque les plus pauvres payent pour l'accès à ces services un pourcentage plus élevé par rapport de leur revenu, les plus riches et les organismes ne payent pas proportionnellement à ces premiers. Les gouvernements et les utilités doivent donc reconstruire les systèmes tarifaires plus équitables et plus fiables.

De ce point de vue, on dirait que le coeur du problème n'est pas lacune de ressources financières disponibles. Il est important qu'on se demande pourquoi les ressources financières suffisamment disponibles dans le monde ne sont pas investies dans le secteur d'eau et d'hygiène. Après de longues discussions, le Conseil en est venu à une conclusion que l'amélioration des services et de l'expansion financière à ce propos doivent être traités comme un couple inséparable.

Le conseil recommande que trois grandes lignes d'action soient mises en application par les Institutions Financières Internationales, les organismes de donateurs, tels que le CAD de l'OCDE (le Comité d'aide au développement de l'OCDE), des organes régionaux, pour que les gouvernements nationaux puissent faire les changements cruciaux maintenant ; Premièrement, ces derniers doivent concevoir et appliquer les programmes durables pour créer une meilleure gouvernance et une transparence dans des services d'eau ; Deuxièmement, ils doivent concevoir et appliquer des programmes d'exploitation de savoir-faire et conscience d'opérateurs publics locaux pour l'exploitation de nouvelles ressources de financement, et vice-versa ; troisièmement, les donateurs seront demandés d'investir dans la capacité de reconstruction (capacity building) dans ces secteurs.

Dans notre résolution de financement, nous réclamons des actions très spécifiques que j'énoncerai dès maintenant. Je recommande ce document à votre attention.

Au début, nous demandons les institutions financières internationales et régionaux à évaluer leurs propres possibilités pour améliorer les capacités étatiques en attirant les investissements dans le Secteur d'eau : y compris la discussion avec les corps régissants, selon la nécessité.

Nous demandons l'action directe pour lier avec des partenariats entre les maires et les municipalités, y compris les Cités Unies et les Gouvernements Locaux (UCLG) et d'autres corps pour organiser la série d'ateliers sous-régionaux et l'assistance technique pour des gouverneurs, des maires, des directeurs de service sur le règlement et des normes requises par des fournisseurs des fonds pour améliorer leur capacité d'attirer les fonds de pension de retraite locaux, sources capitales locales.

Nous demandons aux banques régionales de développement de conduire des tonnes d'études d'assistance technique sur les points ci-dessus, y compris des aides requises pour des services régionales d'eau pour obtenir conjointement l'estimation pour le financement.

Nous demandons l'ONU, par ses Coordonnateurs Résidents et avec l'aide des organismes régionaux d'assistance financière et technique appropriés pour organiser les programmeurs durables de capacité de reconstruction nationale et régionale afin d'améliorer la capacité gestionnaire d'opérateurs d'eau.

Nous demandons au Secrétariat de l'ONU de consulter le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et autres pour conseiller si leur expérience au sujet des approches innovatrices « à forte intensité de main d'œuvre à prix réduit », en particulier, pourrait avoir l'applicabilité de aux projets d'approvisionnement en eau et d'égout.

Nous demandons à des experts en matière de financement de fournir l'information et des données sur les agences locales de développement et les mécanismes de réserve en commun (*pooling*), le cas échéant, ceux qui permettent à des municipalités d'emprunter d'argent aux taux les plus économiques du marché.

Nous demandons aux Institutions Financières Internationales et aux banques régionales de développement, à l'aide des bureaux régionaux appropriés de l'ONU, de convoquer des réunions spéciales sur la planification et les finances, et aux ministres responsables de discuter les points ci-dessus à l'année financière 2006/2007 régionale et sous-régionale ; la capacité de reconstruction doit être évalué.

Nous demandons à la Société Financière Internationale (IFC) de organiser un atelier parmi des fournisseurs des fonds sur les services et l'expérience, avec des garanties partielles, y compris des garanties de risque de devise.

Nous avons besoin de votre aide et de votre soutien à ce programme, qui nous conduira dans beaucoup de cas d'achever d'excellents œuvres de travail, déjà commencés. Les gouvernements nationaux, qui fournissent des gouverneurs et des directeurs à ces établissements, doivent favoriser ces plans pour qu'ils réussissent.

Le Conseil commencera le dialogue avec les Institutions Financières Internationales, les banques régionales, l'OCDE et les donateurs à haut niveau pour que nos propositions soient accordées. Le Conseil conduira le dialogue avec des gouvernements nationaux et des corps régionaux de sorte que nos propositions accordent des bienfaits aux services locaux d'eau, et d'une manière plus importante, aux gens qui n'ont même pas l'accès à l'eau portable sûre.

Aussi bien que changer l'approche financière, nous devons établir la capacité, une autre roue du véhicule.

Bien que ces services publics fournissent actuellement plus de 90% d'approvisionnement en eau dans le monde, si l'amélioration des opérateurs publics d'eau reste encore modeste, elle entraîne l'immense impact néfaste sur des services globaux d'approvisionnement. Le Conseil propose un nouveau mécanisme pour améliorer des services publics d'eau sur la base aides mutuelles à titre gratuit des opérateurs plus efficaces envers ceux moins efficace. Ce programme stratégique de coopération entre les opérateurs d'eau est dénommé « Partenariat entre Opérateurs d'Eau (PUP) ».

Sur l'Hygiène, nous réclamons les établissements régionaux, en particulier les banques régionales de développement pour organiser des programmes durables des ateliers d'hygiène régionaux ou sous-régionaux sur la technologie, le financement, l'organisation communautaire avec la participation des donateurs, tels que professionnels de santé et scientifiques et organes de programmes en cours WASH (Lavage) et Ecosan (Assainissement écologique). La recommandation et le suivi sont très centraux au niveau global, et pour cela, nous devons saisir cette occasion opportune pendant la Décennie pour l'Eau.

Nous proposons que l'année 2008 soit indiquée en tant que « Année internationale d'hygiène » et nous proposons d'autres mesures de donner la vie à un nouveau programme sur l'hygiène. Veuillez lire notre résolution sur l'hygiène.

Je viens de parler sur le financement local. Et, maintenant, je voudrais parler au sujet des autres questions dans l'Abrégé des Actions, telles que Surveillance et Rapports, Gestion intégrée des ressources en eau, et Eau et Désastre.

Quant aux Surveillance et Rapports, l'ONU, en tant que gardien des Objectifs, engage sa responsabilité de fournir les données fiables nécessaires pour mesure le progrès vers les cibles. Le Secrétaire général de l'ONU, les directeurs d'agence de l'ONU, l'ONU-Eau, l'OCDE et ses Etats membres jouent les rôles importants à ce propos, et le Conseil prendra ses actions avec la Communauté internationale et les institutions financiers pour aider l'ONU et d'autres à réaliser des perfectionnements et des changements proposés.

Sur la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), nous devons rendre compte du progrès du plan national de GIRE et du plan national d'efficacité d'eau. Le Conseil demandera le Secrétaire général de l'ONU d'envoyer un avis d'appel de fonds à tous les pays les invitant à rendre compte de la formulation et l'exécution des plans, et puis de les discutent à la 16ème Commission sur le développement durable en 2008. Les plans soumis seront incorporés à une base de données fondée par l'ONU pour publier et partager avec le monde.

La plupart des phénomènes naturels qui pourraient provoquer des désastres liés à l'eau sont prévisibles. Afin d'atténuer globalement l'impact des désastres liés à l'eau, le Conseil considère que la Communauté internationale doit s'accorder une cible commune *facile à comprendre*, pour envisager les désastres liés à l'eau, et cette cible soulèvera la prise de conscience et l'engagement internationaux. Le processus de formulation de cible peut commencer à partir de la discussion entre des experts, et puis avancer à la phase de construction de consensus. Le Conseil collaborera

avec les acteurs appropriés pour définir une telle cible et puis pour réaliser le progrès vers cette cible quand il est convenu par la Communauté internationale.

Pour finir, le conseil préconisera globalement de sorte que la participation et le dialogue des donateurs avec les femmes, le pauvre, population autochtone, jeunesse et enfants et les personnes de la société civile et les personnes des autres secteurs tels que les professionnels médicaux et de santé sont nos pratiques quotidiennes partout au monde. Notre appelons pour la coopération des gouvernements nationaux de sorte que elle soit reconnue dans vos pays.

Nous prendrons nos actions. Nous te demandons de prendre vos actions. Que les actions sauvent le monde de la crise de l'eau au 21ème siècle.

Merci.